

[Afficher dans le navigateur](#)

Le leader du développement économique  
des communautés francophones et acadienne

*Communiqué de presse  
Pour diffusion immédiate*

## **Ottawa, le 16 décembre 2021 - Le RDÉE Canada réagit à la publication de la Mise à jour économique et budgétaire de 2021 du gouvernement du Canada**

C'est avec un vif intérêt que l'équipe du RDÉE Canada a assisté à l'allocution virtuelle qu'a prononcée la ministre des Finances Chrystia Freeland à la Chambre des communes pour souligner la publication de la Mise à jour économique et budgétaire de 2021 du gouvernement du Canada. Cet événement a permis de faire le point sur les réalisations accomplies en matière de politiques publiques touchant certaines considérations économiques et sociales et de proposer des mesures afin d'atténuer le fardeau qui pèse actuellement sur les Canadiennes et les Canadiens. Le RDÉE Canada accueille d'un œil favorable la vaste majorité des mesures annoncées dans cette mise à jour, mais souhaite sincèrement que plus de mesures ciblées à l'égard des communautés francophones et acadiennes soient mises en place au cours des prochains mois.

Pour situer le contexte, la ministre Freeland a présenté hier après-midi la première mise à jour financière importante du gouvernement libéral depuis les élections fédérales de septembre 2021, et ce, sur fond d'inquiétudes liées à une inflation généralisée, à une augmentation du coût de la vie et à la situation entourant la pandémie de COVID-19 et l'émergence du variant Omicron. Les constats sont très intéressants. Bien que la reprise se confirme comme prévu et que selon les données les plus récentes, celle-ci surpasserait la reprise économique de 2008, il reste encore beaucoup à faire.

L'objectif de cette allocution était bien entendu de faire le point sur la santé des finances fédérales et sur les perspectives d'avenir sur le plan économique tout en faisant face à des demandes concurrentes en matière de prestations, d'impôts et de croissance économique. Il faut se rappeler qu'avant d'être réélu, le gouvernement précédent avait défini ses principales priorités dans le budget du printemps dernier, comme par exemple un système national de garderies, la continuité de certaines prestations afin de soutenir les individus et les entreprises affectées par la pandémie ainsi que des investissements subséquents dans le secteur du tourisme. Comme l'avaient prévu plusieurs économistes et analystes, peu de nouvelles mesures ont été annoncées. Toutefois, on dénote certaines avancées notables à l'égard des entreprises et des dossiers touchant les communautés francophones et acadiennes en situation minoritaire, notamment :

- L'allègement des modalités de remboursement de la dette pour les étudiants qui doivent rembourser la Prestation canadienne d'urgence (PCU);
- La somme de 16 millions de dollars réservée à la modernisation de la Loi sur les langues officielles;
- Les 85 millions de dollars investis en immigration, entre autres dans l'accueil de 411 000 immigrants, soit le plus grand nombre d'immigrants accueillis dans les récentes années;
- L'instauration de la première taxe sur les logements vacants détenus par des propriétaires étrangers;
- La création d'un fonds visant à encourager les travailleurs du domaine des arts de la scène;
- Les 50 millions de dollars annoncés dans le cadre d'un appel de propositions afin d'acquérir des espaces de stockage en vue de réduire la pression sur les chaînes d'approvisionnement;
- L'annonce officielle d'ententes conclues avec neuf provinces et un territoire pour des places en garderie à 10 dollars par jour;
- Les 4,5 milliards de dollars consacrés au variant Omicron ainsi qu'aux mesures d'atténuation d'une nouvelle vague;
- La création d'un fonds d'aide de 60 millions de dollars pour les travailleurs du milieu des arts de la scène;
- Le prolongement du programme de crédit aux entreprises et d'autres mesures de soutien jusqu'au 31 mars 2022;
- Le prolongement de la déduction d'impôt de 500 \$ pour les personnes travaillant à domicile pour les années 2021 et 2022.

Le PDG du RDÉE Canada, monsieur **Jean-Guy Bigeau**, a ainsi commenté la nouvelle :

« Je partage l'avis de la ministre Freeland, qui a déclaré lors de son allocution qu'il est indispensable de maintenir la solvabilité des entreprises et des individus, car il s'agit d'une composante essentielle de la relance économique dans toutes les communautés au pays et de la prospérité de ces dernières. Le gouvernement canadien a un rôle très important à jouer dans l'avenir économique des communautés francophones et acadiennes en situation minoritaire et nous sommes là pour l'appuyer. Les mesures annoncées représentent un espoir pour plusieurs entreprises, particulièrement les PME, mais il est primordial d'aller plus loin. Nous espérons que d'autres mesures ciblées viendront s'ajouter au cours des prochains mois. Au pire de la crise, le PIB a chuté de 17 % et nous avons perdu plus de 3 millions d'emplois. Nous effectuons une remontée, mais il reste encore bien du chemin à parcourir. »

Le RDÉE Canada accueille donc favorablement toutes les mesures annoncées. Toutefois, nous observons que la ministre n'a mentionné aucune mesure ciblant les entreprises francophones en situation minoritaire dans son allocution. Le RDÉE Canada s'engage à travailler de concert avec le Conseil du Trésor et le gouvernement fédéral ainsi que les différents ministères concernés afin de répondre pleinement aux besoins pressants des entrepreneurs et des communautés francophones pour ainsi collaborer à l'atteinte d'une plus grande prospérité pour

toutes et tous. La récente élection d'un nouveau gouvernement en septembre dernier est une très bonne occasion de redéfinir les approches. Nous pouvons ainsi réajuster le tir en vue de renverser la vapeur. Ensemble, nous pouvons trouver des solutions innovantes, porteuses de résultats concrets, afin d'assurer l'avenir de nos communautés.

- 30 -



**À propos du RDÉE Canada**

Reconnu pour son expertise, le Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE Canada) œuvre depuis plus de 25 ans pour favoriser le développement économique des communautés francophones et acadiennes en appuyant les actions collectives de ses membres et en assurant un leadership national fondé sur la collaboration et les partenariats.

**Renseignements :**

**Élise Busa-Boyi**

Gestionnaire des communications et marketing

Réseau de Développement Économique et d'Employabilité - RDÉE Canada

communication@rdee.ca | Tel: (613) 244-7308 poste 201. Cel.: 819-918-8640



Site Web Facebook Twitter LinkedIn Instagram YouTube

1, rue Nicholas, bureau 606  
Ottawa (Ontario) K1N 7B7  
Tél. : 613 244-7308

[info@rdee.ca](mailto:info@rdee.ca)

[Se désabonner](#)

\*\*\*\*\*

*Financé par le gouvernement du Canada par le biais  
du Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire*



